

lundi 19 septembre 2022

INTERNATIONAL

Italie : une contre-révolution rampante

Par **Stéfanie Prezioso**

HISTORIENNE

Après la Suède, l'Italie ? Les sondages d'intentions de vote aux élections

générales annoncent pour dimanche la victoire d'une coalition regroupant

la droite et l'extrême droite. À l'approche du centenaire de la Marche sur

Rome de Mussolini, le post-fascisme semble aux portes du pouvoir. Une

contre-révolution sans processus révolutionnaire concomitant, un

phénomène décrit en son temps par Antonio Gramsci comme une

« révolution passive ».

favoris ☆ agrandir AA partager ↗

AOC

Analyse

lundi

19.09.22

Italie : une contre-révolution rampante

Par [Stéfanie Prezioso](#)

différentes crises (économiques, politiques, culturelles, sociales et morales) que la

société italienne traverse depuis trente ans sont décuplés par le sentiment que

l'horizon s'éloigne, alors qu'il ne semble plus y avoir de rivage auquel s'accrocher.

L'image d'un navire à la dérive, ou d'un bateau sans pagaie, est l'une des plus

parlantes dans une période où il ne semble plus y avoir de vision de l'avenir. Nous

sommes à la veille des élections italiennes - la marée noire continue de monter et

l'inquiétude est palpable.



publicité

Selon *The Economist*, les élections du 25 septembre pourraient difficilement arriver

à un moment moins opportun, au milieu d'au moins trois crises interconnectées :

l'invasion de l'Ukraine, la crise énergétique et l'inflation, qui a atteint fin août 8,4 %

dans la péninsule, son niveau le plus élevé depuis 1986. En outre, la dette de l'Italie

représente actuellement 150 % de son PIB^[1]. Enfin, comme l'a souligné le *Financial*

Times, les gouvernements et les investisseurs s'interrogent sur l'impact qu'aura le

départ de Mario Draghi sur les 800 milliards du fonds de relance Covid de l'UE,

dont l'Italie est la principale bénéficiaire^[2]. Les craintes des marchés économiques

se focalisent également sur la hausse du spread, c'est-à-dire la différence entre le

rendement des titres d'État italiens et celui des obligations allemandes à dix ans, qui

a atteint en juin son plus haut niveau depuis deux ans, véritable « thermomètre

politique ».

Le Président du Conseil sortant a annoncé le 5 août qu'il souhaitait se rendre à New

York pour « rassurer les investisseurs », une démarche qui pourrait ouvrir la voie à

un nouveau gouvernement « technique » dans le cas improbable où il n'y aurait pas

de majorité suffisante pour former un exécutif après les élections ; une option

privilégiée non seulement à l'étranger mais aussi en Italie par une partie importante

de la bourgeoisie, qui souligne à qui veut l'entendre que le programme de politique

économique établi par Mario Draghi reste quoiqu'il en soit l'aune à laquelle le

prochain gouvernement sera mesuré : « ... toute perturbation ou déviation

significative du programme de réforme et d'investissement, exposé dans une annexe

de 664 pages à l'accord conclu par Rome avec la Commission, compromettrait le

plein accès de l'Italie aux fonds », écrit Amy Kazmin dans le *Financial Times*.^[3] Un

agenda qu'il avait déjà fixé en 2011 lorsqu'il était à la tête de la BCE. Un programme

basé sur des coupes massives dans le système d'assurance sociale et de protection

des chômeurs, des salariés et des retraités dans un pays qui a vu la pauvreté

augmenter massivement au cours de ces dernières années, atteignant son sommet

historique avec quelque 5,6 millions de personnes en situation de pauvreté absolue

en 2021[4].

L'inquiétude est d'autant plus palpable que la coalition de la droite et de l'extrême

droite a de fortes chances d'obtenir cette fois la majorité : les sondages lui donnent

plus de 45 % ; avec la loi électorale, cette coalition pourrait obtenir 70 % des sièges

au parlement. La victoire annoncée de Giorgia Meloni, leader du parti Fratelli

d'Italia (FdI), et sa possible arrivée à la tête du gouvernement sont une menace

sérieuse pour un parti dans les artères duquel circule encore le fascisme et dont le

logo affiche fièrement le symbole de la flamme tricolore au centre représentant

l'esprit toujours vivant du fascisme[5].

FdI plonge ses racines dans le néofascisme d'après-guerre, héritier direct, tant en

termes de personnel militant que de traditions et de cultures politiques, de

l'expérience fasciste, comme celle de Giorgio Almirante, fasciste enthousiaste,

rédacteur dans les années 1930 de la revue antisémite *La Difesa della razza*, qui

rejoignit les rangs de la République de Salò en 1943, et fonda après la guerre le

Mouvement social italien (MSI), dont Meloni revendique fièrement l'héritage.

L'audience de FdI n'a cessé d'augmenter, passant de 1,96 % des voix en 2013 à 4,35 %

en 2018^[6] ; aujourd'hui, quelque 25 % des électeurs se disent prêts à voter pour lui.

À l'approche du centenaire de la Marche sur Rome de Mussolini, le post-fascisme

semble être aux portes du pouvoir en Italie. Une contre-révolution sans processus

révolutionnaire concomitant, un phénomène décrit en son temps par Antonio

Gramsci comme une « révolution passive ».

Or, au-delà de l'instantané offert chaque jour par un large éventail de politologues,

philosophes, militants, sociologues, il importe d'essayer de comprendre comment

nous en sommes arrivés à ce désastre, afin de saisir les contours d'un « changement

d'époque », à la source possible du drame. Là où commence la (ir)résistible

ascension du pire, incarnée par une droite nationaliste, raciste, réactionnaire,

patriarcale.

Plus de trente ans de marée noire

La crainte d'un « retour du fascisme » se manifeste à intervalles réguliers dans le

pays qui l'a vu naître il y a un siècle. La presse internationale se focalise depuis

quelques semaines sur Giorgia Meloni et son mouvement, oubliant au passage

qu'elle n'est pas une nouvelle venue dans la coalition de Silvio Berlusconi, qui l'a

nommée ministre de la Jeunesse en 2008, et renforçant l'idée qu'elle est la seule

nouveauté dans le champ relativement large des partis qui se disent « antisystème » ;

omettant également de souligner les liens durables de la Lega de Matteo Salvini avec

les néofascistes, leur « capitaine » pour les élections de 2018[7].

À cette période, la présence de Matteo Salvini dans les rangs de la coalition de

droite, aux côtés du parti de Silvio Berlusconi, Forza Italia, et de Fratelli d'Italia de

Giorgia Meloni, avait réactivé les mêmes craintes ; d'autant que 80 % des Italiens

interrogés affirmaient alors la nécessité d'un « homme fort » pour sortir de la crise

et que ceux qui pensaient que la démocratie était la meilleure forme de

gouvernement possible atteignaient leur plus bas niveau depuis 2008 (62 %, soit

moins 10 points en dix ans)[8]. Cette proportion a légèrement augmenté aujourd'hui

pour atteindre environ 70 %, même si la demande d'un leader fort reste majoritaire

(environ 59 % des Italiens interrogés)[9].

De fait, la question semble s'arrêter à la lente disparition du parti de Silvio

Berlusconi qui avait été la force motrice de la coalition de droite avant 2018[10].

Mais le changement du rapport de force en son sein est un changement de degré, et

non de nature, de la coalition inventée par Silvio Berlusconi il y a plus d'un quart de

siècle, unissant la droite conservatrice et réactionnaire, la « nouvelle » extrême

droite et les organisations néo et/ou post-fascistes. Après tout, Berlusconi n'avait-il

pas lui-même été « comparé » à Benito Mussolini lors de ses différents mandats de

Président du Conseil italien (1994, 2001, 2008) ? L'arrivée dans son premier

gouvernement en 1994 de cinq ministres issus du Mouvement social italien n'était

qu'une des étapes conduisant à un élargissement de l'horizon de légitimité politique

d'un parti héritier direct du fascisme.

Silvio Berlusconi a été le paladin victorieux d'une marée noire dans un pays où le

fascisme n'a jamais disparu, parce qu'il s'est inscrit peu à peu sur le territoire social,

politique, culturel, mental de l'Italie, de sorte qu'il s'est « inséré dans les entrailles

brutalement égoïstes » de sa société. Un fascisme miasmatique, en quelque sorte, qui

exhale l'air vicié (la *mal aria*) d'une culture qui a survécu au régime instauré par

Mussolini[11].

Le Dr. Frankenstein-Berlusconi a réussi à réunir en 1994 le MSI de Gianfranco Fini,

la plus ancienne organisation néofasciste d'Europe, et la Lega Nord d'Umberto

Bossi, un mouvement au régionalisme identitaire exacerbé dont l'influence ne

cessait de croître depuis le début des années 1980 ; en 2000, à réunir tous les partis

de droite dans la Casa delle Libertà (Maison des libertés), puis un temps, en 2009, à

fusionner les héritiers du MSI et de la droite conservatrice dans un seul Popolo della

libertà (Peuple de la liberté).

Le berlusconisme s'est affiché comme une forme réussie d'« hybridation » qui

combinait « les anciennes traditions avec les nouvelles poussées modernisatrices de

la décennie précédente »[12]. Fondé à la fois sur la recherche d'un « consentement

populaire actif » et sur la coercition (la restriction et la répression subséquente des

libertés collectives), le berlusconisme a mobilisé un puissant appareil culturel de

légitimation idéologique qui a réussi à imposer son hégémonie politique.

Il s'est appuyé sur un réseau particulièrement efficace de chaînes de télévision

publiques (les trois chaînes de la RAI) et privées (les trois chaînes appartenant à

Silvio Berlusconi, Canale 5, Rete 4, Italia Uno), de quotidiens (comme *Il Giornale*, *Il*

Foglio, *Libero*) et de magazines. Ces instruments à l'importance grandissante se

conjuguaient alors à la crise de légitimité des organisations politiques

traditionnelles prises dans la tourmente de Tangentopoli [le scandale de corruption

généralisée ayant donné naissance à l'opération Mains propres - ndr]. Un processus

qui allait accélérer des phénomènes de distanciation des traditions sociales et

culturelles auxquelles la population se rattachait jusque-là, mais aussi des liens

sociaux auxquels elle pouvait s'adosser et se référer.

Le révisionnisme historique a accompagné toujours plus sûrement le regroupement

de Berlusconi. À tel point qu'en 2003, Fabrizio Cicchitto, ancien député du Parti

socialiste, affirmait que La Casa delle libertà se « plaçait dans le courant du

révisionisme historique^[13] ». L'anticommunisme et avec lui l'anti-antifascisme en

constituaient le ciment idéologique mais aussi ce que Francesco Biscione définissait

à la même époque comme le « *sommerso della Repubblica* », c'est-à-dire la

persistance d'une culture réactionnaire antidémocratique, vrai terrain culturel de la

coalition berlusconienne[14].

À cette offensive historiographique s'ajoutent les répertoires d'action politique

mobilisés par la droite pour effacer de la mémoire et de l'histoire « les méfaits et les

infamies du fascisme »[15]. Dans le pays de Silvio Berlusconi, l'usage public et

politique de l'histoire n'a jamais été aussi « sans scrupules », cherchant constamment

à opposer antifascisme et démocratie, où la démocratie devient synonyme de

libéralisme et où les frontières de l'antidémocratie s'étendent à tout ce qui ne peut

être associé à la vision libérale du monde. Ainsi, comme l'a souligné l'historien Pier

Paolo Poggi, le « point de soudure entre le révisionnisme et les cultures politiques

dominantes [...] se situe précisément dans le jugement sur le capitalisme » et la

dépolitisation nécessaire à « l'asservissement de milliards d'êtres humains »[16].

Le discours de cette droite était et reste pauvre, mais efficace. Il valorise la société

civile dans son ensemble, comme le seul filtre pour « protéger la communauté

nationale », qu'il place au-dessus et au-delà des divisions de classe et, surtout, des «

tares » imputées à la démocratie représentative[17]. Cette culture politique est

cohérente par rapport aux objectifs qu'elle se fixe :venir à bout de l'héritage du

Welfare State, imposer des politiques antisociales, mais aussi rendre infiniment plus

difficile toute perspective d'émancipation sociale[18].

L'apparente « victoire » de cette nouvelle droite ne peut se comprendre sans la

brèche ouverte par la crise de la gauche et le soutien effectif d'une partie de celle-ci à

Berlusconi^[19]. La recomposition du champ politique à gauche s'est traduite

essentiellement par la présentation d'une « alternative » gouvernementale, social-

démocrate d'abord (du Parti démocrate de la gauche, dès 1991, des Démocrates de

gauche, dès 1998), puis démocrate tout court (du Parti démocrate - PD, dès 2007, né

de la fusion des anciens membres des Démocrates de gauche et des catholiques de

Romano Prodi). Le PD de Matteo Renzi, dès 2014, clôt le cycle ; le démolisseur

incarne alors et en Italie le « réalisme capitaliste » dont parlait Mark Fisher, ce

réalisme qui présente le capitalisme néolibéral comme la seule option possible[20].

Prétendant se débarrasser des « scories » des totalitarismes du XXe siècle, les

intellectuels post-communistes ont abandonné à la vindicte générale ce qu'ils

considéraient désormais, au mieux comme « le passé d'une illusion » (François

Furet), au pire comme un héritage trop encombrant. Ce processus s'est accompagné

de la mise à l'index des historiens marxistes. La gauche parlementaire s'est ainsi

montrée perméable à une relecture du passé, notamment de la période de résistance

et d'antifascisme, appelant à la création d'une « mémoire partagée », qui a fondé la

légitimité de l'alternance des gouvernements des deux pôles politiques qui se sont

disputés le pouvoir entre 1994 et 2018.

Mais la gauche dite radicale a elle aussi, au moins en partie, emboîté le pas à ces

interprétations. Fausto Bertinotti, leader de Rifondazione comunista (Refondation

communiste), le seul parti de la gauche radicale à avoir une audience nationale au

début des années 2000, a lui aussi cédé à sa manière à cette idéologie « post-

antifasciste », valorisant, dans une lettre au rédacteur en chef du *Corriere della Sera*,

la « non-violence » comme « une condition essentielle pour faire vivre jusqu'au bout

toute la radicalité de ce processus de transformation sociale que nous appelons

communisme[21] ».

La Résistance comme la révolution étaient ainsi renvoyées à une « expérience utile

pour ne pas répéter les erreurs du passé[22] ». La grande révision culturelle de la

droite plurielle s'est profondément inscrite dans le sous-sol italien, d'autant plus

sûrement qu'elle s'est accompagnée, au moins en partie, du renoncement de la

gauche à son histoire. Le berlusconisme a intégré toutes les sphères de la société,

allant jusqu'à se passer de Berlusconi lui-même et de son parti. « Je n'ai pas peur de

Berlusconi en soi, mais de Berlusconi en moi », résumait à sa manière le chanteur,

compositeur, acteur et dramaturge Giorgio Gaber peu avant sa mort.

Le suicide de la République, une pratique quotidienne ?

Ce sentiment de crise de la politique italienne n'est pas nouveau. Il se répète à

intervalles réguliers depuis le début des années 1990 et l'effondrement du système

politique italien, pris dans la tourmente de la machine judiciaire « Mains propres »

[*Manipulate*], sur fond de crise économique et sociale. Ce tsunami a donné naissance

à plusieurs forces nouvelles, ou présentées comme telles, qui ont toutes collaboré,

chacune à leur manière, à l'aggravation des inégalités et à la destruction des droits

sociaux fondamentaux.

Leur légitimité s'est érodée au fil de gestions politiques alternées, marquées par une

incapacité à répondre aux besoins les plus pressants et par une corruption presque

assumée qui, comme l'écrivait en son temps Antonio Gramsci, est « caractéristique

de certaines situations où l'exercice de la fonction hégémonique [l'équilibre

nécessaire à trouver entre le consentement et la force] est difficile, l'emploi de la

force présentant trop de dangers[23] » ; c'est notamment le cas de Forza Italia et du

PD, les deux forces que l'ex-communiste et ancien président du Conseil démocrate

Massimo D'Alema désignait, le 10 avril 2018, comme les « piliers du bipolarisme

italien, expression des deux grandes familles politiques européennes[24] ».

Cette irrésistible érosion de la nouvelle donne du début des années 90, le temps

d'une génération, s'est doublée d'un échec plus général de la politique, qui a pris en

Italie des formes radicales inconnues ailleurs[25]. Il suffit de penser que depuis le

début du XXI^e siècle , l'exécutif a été par cinq fois le fait du Prince, en l'occurrence

des deux présidents de la République successifs (Giorgio Napolitano et Sergio

Mattarella) : c'est le cas du gouvernement « technique » de Mario Monti en novembre

2011, remplaçant un Silvio Berlusconi démissionnaire ; de celui d'Enrico Letta, en

avril 2013, après les élections de février où aucune claire majorité n'était sortie des

urnes ; de Matteo Renzi, en février 2014, après que ce dernier, devenu secrétaire du

Parti démocrate, a poussé dehors Enrico Letta ; de Paolo Gentiloni, substituant

Matteo Renzi, le soir du 4 décembre 2016, après l'échec retentissant du référendum

pour la révision de la Constitution italienne pour laquelle il s'était fortement

dépensé ; et enfin de Mario Draghi en février 2021. Ce sont surtout les

gouvernements « techniques » de Mario Monti et Mario Draghi qui ont substitué à la

fonction délibérative du parlement celle des choix de leur exécutif, présenté comme

« au-dessus » des partis. Des parlements en état de guerre qui, sous couvert

d'urgence « financière » et/ou « sanitaire », ont accepté d'abandonner la plupart de

leurs prérogatives et d'imposer de véritables chocs structurels à la population.

Comme le note le journaliste Carlo Formenti, la crise économique et sociale qui

avait débuté en 2008 devenait un « instrument du capital visant à désarticuler les

classes subalternes et à détruire leur capacité de résistance[26] ». En 2012,

l'équilibre budgétaire est inscrit dans la Constitution italienne (art. 81) avec le

soutien du PD ; l'Espagne avait fait de même quelques mois plus tôt. Stefano

Rodotà, professeur émérite de droit, ironisait alors sur le fait que cette décision

sanctionnait « l'inconstitutionnalité de Keynes^[27] ».

Les classes populaires vont subir de plein fouet les programmes d'austérité, des

coupes qui touchent les retraites, la prévoyance, la santé, la culture, la formation,

etc. Sans parler de la qualité de la vie liée aux changements climatiques et à

l'incapacité démontrée d'y faire face avec de véritables politiques publiques

(incendies, inondations, séismes...) alors que plus de 40 millions de personnes

vivent aujourd'hui dans des zones dangereuses.

Le « retrait des classes populaires de l'échange politique » est devenu un objectif afin

d'imposer un « bloc bourgeois réagréé »[\[28\]](#). Et l'abstention croissante en est

l'indice le plus probant. Le nombre d'électeurs a diminué de 3,7 millions en dix ans.

L'abstention est passée de 19,5 % en 2008, à 24,8 % en 2013 et 27,1 % en 2018, plus

élevée dans le Sud que dans le Nord (à Naples, 60,51 % ne votent pas)[29]. On

estime que lors des prochaines élections, un tiers environ des électeurs potentiels ne

se rendront pas aux urnes[30].

L'enchaînement des crises économiques a aggravé implacablement les conditions de

vie et de travail des salariés, transformant petit à petit, mais non moins sûrement,

l'horizon politique et la légitimité sociale de la lutte. Le *backlash* contre la simple

idée que l'on peut s'organiser pour combattre l'injustice apparaît d'autant plus

essentiel qu'il s'est accompagné d'une « dynamique d'adaptation constante au pire »,

liée autant à une sorte de « banalisation de l'injustice » qu'à une forme de

détérioration du rapport des Italiens à l'État.

À la merci de l'aliénation et de l'exploitation, les travailleurs sont passés d'une classe

capable de se penser comme le moteur du changement social à une « classe fantôme

», montrée du doigt par la sphère politique italienne^[31]. Pour paraphraser Wendy

Brown, le néolibéralisme a masqué et dépolitisé la reproduction des inégalités, la «

déprolétarianisation» des salariés pour « les amener à embrasser les modes de pensées

et de comportement des entrepreneurs »; la stigmatisation concomitante des «

étrangers » et des chômeurs servant de diversion à la colère qui montait[32].

Ce cadre sombre a produit ressentiment et colère. Le rapport de confiance de la

population italienne avec ses propres institutions politiques (État, parlement, partis)

a été fortement ébranlé. La méfiance envers la politique s'est doublée d'une crise de

confiance envers l'État et les instruments de médiation. Rappelons que, selon une

enquête publiée dans *La Repubblica* en décembre 2011, la confiance dans l'État

s'élevait à 29,6 %, dans les partis à environ 3,9 % et dans le Parlement à 8,5 %[33].

Aujourd'hui, après deux ans de pandémie, ces chiffres ont sensiblement augmenté

mais restent relativement bas (État, + 7 points ; partis + 9 points ; parlement + 14

points).[34] L'intolérance face à la « classe politique » est certes liée à l'impuissance

de cette dernière à affronter la crise. Mais elle doit aussi et peut-être surtout être

rattachée au sentiment croissant « d'un "disempowerment", d'une perte de contrôle »

de la population par rapport à des décisions sur lesquelles elle ne semble plus

pouvoir agir, alors que les partis représentés au parlement semblent s'être contenté

de hisser le drapeau blanc en avouant leur totale incompétence[35].

Que se vayan todos !

Beppe Grillo et son Mouvement 5 étoiles (M5) vont pour un temps chevaucher ce

cheval de Troie et combler le vide de représentation en Italie en asséchant

définitivement les potentialités d'une gauche à reconstruire. Le mouvement, qui a

pris forme en 2009, s'est d'abord construit sur l'extraordinaire popularité de

l'humoriste génois. Ce fils d'un petit entrepreneur a été découvert à la fin des années

1970 par le présentateur vedette Pippo Baudo, sorte de Michel Drucker italien, qui

lui a ouvert les portes du programme phare de la RAI, *Fantastico*.

Mais c'est la collaboration avec Antonio Ricci qui rend Grillo populaire avec

l'émission *Te la do io l'America* [Je vais t'en donner moi de l'Amérique], diffusée sur la

RAI en 1983. Le même Ricci fréquentera bientôt la cour de Silvio Berlusconi et

créera, en 1988, l'émission berlusconienne par excellence, *Striscia la notizia*

(toujours à l'antenne), un journal télévisé comique avec des femmes dénudées et un

deus ex machina incarné par une grosse peluche rouge nommée Gabibbo, porte-

drapeau de ce qu'il appelle les « sentiments populaires » et qu'il compare en

décembre 2018 à Matteo Salvini[36].

Antonio Ricci invente le langage télévisuel du berlusconisme. Son objectif :

conquérir le public, ce qu'il atteint depuis plus de trente ans à coup de signifiants

vides : « Je me fous, disait-il, de la satire, qu'elle plaise ou non à des gens comme

moi, intelligents et cultivés. Ce qui m'intéresse, c'est de capter l'attention de Mme

Pina à 20h30[37].

Beppe Grillo a su s'entourer de personnalités au fort capital culturel de sympathie,

de Michele Serra (journaliste et chroniqueur de *La Repubblica*) à Giorgio Gaber, en

passant par Antonio Ricci et Dario Fo ; il a récupéré des fragments d'identité

collective qu'il a réarrangés selon les besoins. Le comique génois a fait de sa satire

un levier politique majeur. En 2005, le *Time* le définit comme « sérieusement drôle »

et le classe parmi les 37 « héros européens » qui « changent le monde pour le

meilleur ». Le *Time* note en particulier son rôle dans la dénonciation du géant italien

de l'agroalimentaire Parmalat, la plus grande faillite d'Europe avant le tremblement

de terre de 2008.

Grillo entre alors dans des centaines de milliers de foyers italiens par le biais de

Striscia la notizia. Il incarne d'autant plus facilement le rôle de « comique justicier »

qu'il avait construit et diffusé une narration trompeuse de sa propre vie évoquant une

prétendue mise au ban par les médias après avoir, en novembre 1986, dénoncé sur

Fantastico la corruption du Parti socialiste et de Bettino Craxi à la tête du

gouvernement. En 1988, il était d'ailleurs de retour sur la RAI et en 1993, il avait son

propre show en deux parties le *Beppe Grillo show*. Face à un public désorienté par

Tangentopoli, il allait prononcer sa *catchphrase* : « je ne sais pas ce qui est en train

de se produire, la réalité dépasse la fiction » ; son public était le même que celui qui,

quelques mois plus tard, allait voter pour la première fois pour Silvio Berlusconi.

Beppe Grillo peut être considéré comme un parfait produit du berlusconisme. Au

début des années 2000, il devient le porte-parole de la contestation antipolitique que

Silvio Berlusconi avait incarnée une décennie plus tôt. Ce qui change c'est son

incarnation de la rupture, d'une nouveauté qui se pense ici et maintenant, sans

horizon de référence futur ou lointain. Et tout comme son meilleur ennemi, le

discours qu'il porte associe désarticulation du lien social et absolue nouveauté dans

le champ politique italien. Il appelle à en finir avec les politiciens professionnels et

toutes les formes de médiation sociale (comme les syndicats), au moment où Sergio

Rizzo et Gian Antonio Stella, deux journalistes du *Corriere della sera*, c'est-à-dire le

quotidien par excellence de l'entrepreneuriat italien, renvoyaient à l'Italie entière

l'image d'une classe politique qui n'était plus au service de la communauté nationale

et du bien commun, mais de ses propres intérêts. Leur livre, intitulé *La Casta*, fera

date ; le sous-titre est assez parlant : « Voici comment la classe politique est devenue

intouchable »^[38].

Le livre est publié le 2 mai 2007 ; quatre mois plus tard, le 8 septembre, Beppe Grillo

lance le premier *V[affanculo]Day*, où il annonce la mort des partis politiques.

Exacerbant l'image du rapport sublimé du leader avec son peuple, il se propose

comme « l'unique possibilité du réel », dans une période où le PD achève sa

transformation, au service de politiques économiques « vertueuses » de réduction de

la dette publique, devenant le parti de la « droite », l'autre droite, le parti de la

bourgeoisie moderniste.

L'abandon de sa base électorale, notamment les salariés du secteur public et les

étudiants, s'est doublé d'un renoncement plus profond aux idées mêmes de justice et

d'égalité. Cette adaptation à l'ordre existant a fini par brouiller définitivement les

catégorisations politiques classiques dans lesquelles les nouvelles générations ne se

reconnaissent plus. La gauche s'est réduite de plus en plus au groupe de ceux qui

pensaient lui appartenir, mais sans nécessairement partager ses valeurs

fondamentales.

Certes, à peu près au même moment, la métamorphose qui touche le PD est à

l'œuvre à peu près partout en Europe. Mais son statut précurseur s'accompagne ici

d'un jusqu'au-boutisme sans égal, dont l'impact est particulièrement dévastateur y

compris pour la gauche de gauche, qui s'est elle aussi disjointe, effilochée,

décomposée, « évaporée », emportée par le reflux.

Face au désastre d'une gauche incapable de dessiner un horizon à la colère, Beppe

Grillo et son mouvement vont s'imposer comme le seul « sujet alternatif ». De fait,

l'apparition sur la scène politique italienne du comédien génois a, en même temps,

capté à son avantage la sphère sociale de l'indignation dans l'immense vide laissé

par la gauche et bloqué les expériences du type de celles qui allaient se répandre

dans le monde entier (Indignados, Occupy, Fearless Cities, etc.) et leurs incarnations

politiques (Podemos, Syriza, etc.)^[39]. Les crises politiques, sociales, économiques

et morales que la Péninsule a traversées dans les années 2000 ont donné au

mouvement l'oxygène dont il avait besoin. En Italie, la formule des manifestants

argentins « *que se vayan todos* » [« qu'ils s'en aillent tous » - ndlr] a été dépouillée de

sa force insurrectionnelle.

Le calice de la mort

La Lega d'Umberto Bossi avait réussi à désarticuler la Démocratie chrétienne, en

difficulté dans ses principaux bastions, en s'implantant durablement dans ce qu'on

appelle la « zone blanche », les zones catholiques et conservatrices de la péninsule,

où le vote pour la Démocratie chrétienne était, jusque dans les années 1980, un vote

« pour l'Église et contre le communisme »^[40]. En ce sens, elle a joué un rôle clé

dans la consolidation de la constellation de droite qui a émergé au début des années

1990.

C'est ce même chemin qu'ont emprunté Beppe Grillo et son mouvement. Après tout,

n'était-ce pas précisément le parti d'Umberto Bossi que Gianroberto Casaleggio,

mentor de Grillo et créateur du blog *BeppeGrillo.it* en 2005, avait décidé d'émuler ?

Mais cette fois, ce sont les zones dites rouges, les anciens bastions du parti

communiste, qui sont leur terrain de prédilection, disloquant, dépossédant et

finalement rejetant ce qui restait des valeurs, de l'histoire et de la mémoire de la

gauche, en particulier de l'antifascisme.

Ainsi Beppe Grillo choisit-il le 8 septembre 2007 pour lancer son premier

« Vaffanculo-Day » (V-Day), une date à haute valeur symbolique dans l'histoire

italienne du XXe siècle et en particulier dans l'histoire du fascisme. En effet, le 8

septembre 1943, le maréchal Pietro Badoglio annonce la signature de l'armistice

avec les Alliés. À cette date, le roi et le gouvernement fuient la capitale, laissant

derrière eux une population désorientée à la merci des troupes allemandes qui ont

déferlé sur le pays depuis la destitution de Benito Mussolini 45 jours plus tôt.

« *Tutti a casa* » [tout le monde à la maison] semble être la devise confuse de cette

journée, bien rendue par le film éponyme de Luigi Comencini. Ce V-Day est le point

culminant des milliers de « *Vaffanculo* » (Va te faire foutre !) que Grillo avait criés

sur toutes les scènes, grandes et petites, d'Italie. Comme celle du théâtre Smeraldo

de Milan, où, en 1992, il annonçait la naissance de la « gentocratie », invoquant la

prise du pouvoir par l'humeur des gens et leur colère ; des gens qui « n'ont plus peur

de dire ce qu'il pense [...][41]».

« *La gente* », sujet singulier en italien, dont la déclinaison plurielle en français rend

bien l'idée d'une entité qui se désintègre en une multitude d'individus « ego-

grégaire »^[42]. « Le gentisme », pensé comme « l'évolution ultime de la vieille

notion de peuple », renvoyait au public indistinct et interchangeable qui, dans le

langage du futur MSS, deviendra « un vaut un », une horizontalité qui aboutit

précisément à l'inverse des objectifs déclarés de la démocratie directe, c'est-à-dire à

la négation du collectif par la fragmentation des opinions et à la place finalement

laissée aux larges prérogatives du « chef ».

Alors que les mobilisations du V-Day ont lieu dans plus de 180 villes, y compris à

l'extérieur du pays, c'est à Bologne, au cœur de la zone dite rouge, que Beppe Grillo

choisit de prendre la parole, défiant la gauche. Devant des dizaines de milliers de

personnes, Beppe Grillo allait intimer aux politiciens de rentrer chez eux en

poussant un cri unique : « *Vaffa...* » [Va te faire foutre...] à « la caste » : « Italiens, le

8 septembre est arrivé, le jour de *notre* défaite ; ce 8 septembre sera le jour de leur

défaite. Le V-Day, comme dans *Vaffanculo Day* ».

En faisant du 8 septembre, jour de la défaite de la guerre de Mussolini, le jour de la

défaite du public auquel il s'adresse, Beppe Grillo se réapproprie les relectures

révisionnistes du fascisme italien des années 1990, y compris le concept de « mort

de la nation », appliqué précisément au 8 septembre 1943, qui rendait illégitimes les

partis issus de la guerre de résistance.

À cette occasion, le comédien annonce qu'il veut « reprendre le pays » en organisant

un mouvement des « bourgeois » et des « conservateurs »[\[43\]](#). Un an plus tard,

Beppe Grillo s'empare du 25 avril, haut lieu de mémoire de la Résistance italienne,

en organisant de nouveaux rassemblements dans plus de 400 villes, au cri de « nous

sommes les vrais partisans ». Et c'est à Turin, la ville phare du mouvement ouvrier,

la « Petrograd italienne », la ville d'Antonio Gramsci et des Conseils d'usine,

l'épicentre de l'insurrection de 1917 et de 1945, qu'il décide de prendre la parole.

Cette fois, c'est pour promouvoir un référendum sur la suppression du financement

public de la presse ; un coup dur notamment pour les médias non alignés, ceux de la

gauche radicale, et un coup de pouce bienvenu pour ceux qui, comme Gianroberto

Casaleggio, font leur beurre sur le Web.

Beppe Grillo a activement cherché à effacer la mémoire des luttes des opprimés en

confisquant l'espace à la gauche, une gauche qu'il définit comme « bien pire » que la

droite, tout en affirmant n'être « ni de gauche ni de droite, mais du côté des

citoyens »^[44]. Le mouvement mis en branle à l'époque, qui va s'organiser deux ans

plus tard en Mouvement 5 étoiles (M5S), ne se configure pas comme un mouvement

favorisant la conscience de soi, des autres et du groupe formé avec les autres par des

combats menés collectivement.

En effet, pendant les V-Days, ce n'est pas la place « lieu de la protestation et de

conflit » qui est au centre, mais Beppe Grillo, et à Bologne comme à Turin et dans

d'autres villes italiennes, ce ne sont pas des manifestants qui se rassemblent, mais

des spectateurs. La participation se limite aux « Vaffa... » répétés en chœur

accompagnés des gestes d'une « multitude » qui, au lieu du poing levé, symbole des

lutttes collectives pour l'émancipation humaine, lève le majeur. Un pied de nez

insupportable à cette idée, au cœur des mobilisations des années 1968, chantée en

1972 par Giorgio Gaber : « La liberté, ce n'est pas rester sur un arbre, ce n'est pas non

plus le vol d'une mouche, la liberté ce n'est pas un espace vide, la liberté c'est la

participation[45]. »

Le « Vaffa » fonctionnera comme un connecteur qui cherche à la fois à susciter

l'émotion et à jouer sur un ensemble de sentiments confus, un lien tangible entre des

« éléments divers » à l'instar du graphisme du V de MoVimento, emprunté au film de

James McTeigue, *V pour Vendetta*, au caractère culturel composite, ou du

« courage » du M5S à choisir la couleur jaune « soigneusement évitée dans le monde

politique » car elle est celle du « mensonge, de l'hypocrisie, de la trahison »[46].

Avec la crise de 2008, Grillo devient le porte-parole d'une nouvelle forme

d'organisation politique, « légère et puissante »[47]. Un mouvement qui combine

l'énergie mobilisatrice du Web, qui peut être comparé aux partis politiques des

Trente Glorieuses et le canal de diffusion du petit écran, instrument privilégié par

Silvio Berlusconi et sur lequel Grillo a fait ses débuts. Le Web est la carte maîtresse

de ce dispositif.^[48] En 2009, le blog *BeppeGrillo.it* est classé septième parmi les

vingt-cinq plus populaires du monde par *Forbes* et, à la même période, il figure

parmi les dix plus influents de la planète selon *The Guardian*.

À cette époque, 53 % des foyers italiens ont accès à l'internet (contre 66 % au niveau européen), un taux qui ne fera qu'augmenter avec le temps pour atteindre 84 % dix ans plus tard. Le succès du blog et son suivi sont liés à la monopolisation quasi totale des chaînes de télévision par Silvio Berlusconi, alors au pouvoir. Le blog se

voulait être « une alternative à l'information » classique[49]. « Beppe fait un vrai

travail journalistique de synthèse », déclare l'un de ses *followers*, « ce serait

tellement fatigant d'aller chercher toutes les informations qu'il nous donne[50] . »

Le blog devient le vecteur de ce que Robert Proctor appelle une « ignorance

culturellement produite », utilisant le doute comme arme privilégiée de son

« agnotologie » et permettant la construction de réalités parallèles[51]. Grillo a par

exemple affirmé que le sida était la « plus grande intox du siècle » ou que les

campagnes de prévention du cancer étaient dangereuses. En 2019, il a même

annoncé sa participation au congrès de ceux qui croient que la terre est plate[52].

Le blog fait appel à des *fakes* (utilisateurs avec de fausses identités qui dirigent la

discussion), des *trolls* (utilisateurs qui interviennent pour provoquer les

interlocuteurs) et des influenceurs (utilisateurs qui influencent les autres)[53]. Une

pratique adoptée par des groupes du M5S ou proches du M5S, dont certains ont

promu des campagnes de « lynchage médiatique » et de menaces. Le blog de Grillo a

également diffusé les thèmes chers aux Verts, dans la vague de la grande

mobilisation contre la privatisation de l'eau en 2011, en « plaçant les questions

environnementales au cœur du réquisitoire contre les entreprises capitalistes », tout

en promouvant, par exemple, l'utilisation de la Biowashball, une balle produite en

Suisse qui rendrait soi-disant les détergents superflus[54].

Très vite, les journalistes, tous les journalistes, deviennent l'objet d'invectives, allant

jusqu'à les bannir des meetings du mouvement, dont celui de Piazza San Giovanni à

Rome, à l'issue du « Tsunami tour » pour les élections nationales de février 2013. En

2017, Beppe Grillo va même jusqu'à demander la mise en place d'un « jury

populaire » contre la presse et les journaux télévisés qui publient des *fake news*,

dans un pays qui occupait alors la 77e place en termes de liberté de la presse[55].

Refusant le clivage gauche-droite, de la même manière qu'Umberto Bossi avant lui,

Beppe Grillo a su constituer une sorte d'*appel* pour une frange croissante de la

population. Il a d'abord puisé dans la large opposition à Berlusconi, captant,

réagençant, désarticulant et vidant un vocabulaire propre à la gauche, attirant à lui

une partie des figures phares de ses intellectuels (Erri de Luca, Dario Fo...), pour

ensuite agrandir sa base de masse profitant de la décomposition du champ politique

italien et se nourrissant de la lymphe du berlusconisme, « une forme inédite de

destruction de la démocratie[56] ».

Beppe Grillo le soulignera, mi-ironique mi-victorieux, lors du meeting de clôture

des élections nationales de mars 2018 : « Nous avons réussi, à accélérer et à

annihiler tous les partis, qui se sont dissous dans une sorte de surface nauséabonde

[...] le seul vrai parti qui existe aujourd'hui en Italie est le nôtre ». Des partis qu'il

qualifie de « zombies », de « morts vivants » et de « cercueils ambulants », dont le

M5S devait devenir, selon Gianroberto Casaleggio, « l'amanite phalloïde ».

Winter is coming

Le M5S a longtemps couvé dans les entrailles du pays comme le démontrent ses

victoires électorales rapides, s'insérant dans les territoires et s'organisant au niveau

local. Il plonge ses racines dans les profondeurs du sous-sol italien, dans le

« *sovversivismo* » dont parlait Antonio Gramsci dans ses carnets de prison : « Le

caractère “subversif” [*sovversivismo*] de ces couches a deux faces : l'une tournée vers

la gauche, l'autre vers la droite, mais la figure de gauche est un moyen de chantage ;

ils vont toujours à droite dans les moments décisifs et leur "courage" désespéré

préfère toujours avoir les carabinieri comme alliés[57]. »

Et c'est bien la droite et l'extrême droite (la Lega, Casapound, l'extrême droite

méridionale) qui apparaît comme la rive à laquelle cette idéologie de la non-

idéologie s'est attachée durablement, tout en alimentant activement l'idée qu'il

s'agissait d'une formation alternative à la/de « gauche ». Ainsi le M5S s'est à

l'occasion présenté comme un rempart contre l'extrême droite. Le 10 juillet 2013,

après avoir été reçu par le Président de la République Giorgio Napolitano, Beppe

Grillo le laissait entendre aussi à sa manière : « [...] Je suis allé dans les territoires, et

je suis en colère parce que j'ai recueilli la colère de ceux que j'ai rencontrés. [...]

J'essaie toujours de modérer les esprits, je l'ai dit au président de la République, ce

que je dis c'est quelque chose que j'ai vécu [...] ; il faut modérer les esprits, l'esprit

des gens qui veulent s'armer de fusils, de bâtons et qui disent que la révolution ne se

fait que comme ça et je leur dis, calmez-vous, essayons à nouveau avec les méthodes

démocratiques [...]58]. »

Mais derrière la révolution invoquée, l'éversion suggérée et l'écho lointain des

« fusils bergamasque » que la Lega Nord brandissait dans les années 1990 avec la

même rhétorique qu'un Umberto Bossi qui prétendait alors aussi maîtriser les

ardeurs de la base^[59], le M5S va également participer de la culture commune de la

droite, basée sur le « culte du leader, la désarticulation des organisations

intermédiaires et un éclectisme idéologique » que l'historien Paul Ginsborg a défini

comme un mélange d'éléments charismatiques, plébiscitaires et traditionalistes.

Le M5S s'est montré habile à « intercepter et interpréter tout type de protestation et

de mal-être » et à les maintenir ensemble. Il s'est présenté comme un mégaphone qui

a donné force et voix au « sentiment » (ou ressentiment), à la « colère » d'une

population qui, pendant plus de trente ans, a subi à la fois les conséquences des

crises économiques, sociales et politiques vécues par toute l'Europe et l'*inversisme*

(inversion radicale des valeurs) auquel a conduit la grande révision culturelle du

berlusconisme et de la droite plurielle.

Un *inversisme* que l'on retrouve, par exemple, dans le positionnement des porte-

parole du M5S sur le fascisme : une « idéologie du passé » selon Beppe Grillo, qui

s'est limité à dire qu'il n'était pas fasciste ; Luigi di Maio a affirmé qu'au sein du M5S,

« il y a ceux qui se réfèrent à [Enrico] Berlinguer [leader communiste italien des

années 1970], au Parti démocrate-chrétien ou à Almirante ». Il défend l'idée que « les

catégories de fascisme et d'antifascisme n'ont été utilisées que pour

“instrumentaliser” [les débats], car personne ne mérite d’être diabolisé, et il est

possible que des erreurs aient été commises de part et d’autre, mais aussi que des

choix aient été faits de bonne foi ».

Un autre jeune leader du M5S, Alessandro di Battista, annonçait sentencieusement

qu’« il est plus important d’être honnête qu’antifasciste ». Une position qui résonne

avec celle d’une partie croissante de la population. Beppe Grillo a ouvert un

dialogue avec le mouvement néo-fasciste CasaPound, ou du moins avec ses

militants, et a attiré à lui des hommes socialisés dans le Mouvement social italien,

comme Luigi di Maio et Alessandro Di Battista, tous deux fils de militants du MSI.

Le père de l'actuel ministre des Affaires étrangères, aujourd'hui hors du M5S,

reconnaissait fièrement avoir travaillé avec Giorgio Almirante et Gianfranco Fini et

disait retrouver dans le M5S les « valeurs de la vieille droite »[\[60\]](#).

La rhétorique utilisée par Beppe Grillo, sous couvert d'humour, est celle de

l'extrême droite. Le déplacement de la base électorale du mouvement vers les

positions de la Lega, en dialogue avec les orientations générales du M5S incarné par

Beppe Grillo, semble le confirmer. En 2008, ne déclarait-il pas : « Je ne suis pas un

homme politique... Je ne pourrais le faire que dans une petite dictature où j'aurais la

possibilité d'utiliser un stade pour mettre les 80 000 - 100 000 personnes qui font

mal à *l'Italie* ». Et en 2013, après les élections de février, n'a-t-il pas dit : « Que ceux

qui ne veulent pas adhérer à nos règles le disent immédiatement. Ensuite, nous

pourrons les lapider^[61]. »

En janvier 2017, alors que l'extrême droite européenne, sur le rebond de l'arrivée de

Donald Trump à la présidence des États-Unis, se réunissait à Coblenz, et annonçait

« l'aube d'un nouveau monde » (Marine Le Pen) et le rêve d'une « nouvelle Europe »

(Geert Wilders) hégémonisée par leurs partis, Beppe Grillo déclarait dans le *Journal*

du Dimanche: « La politique internationale a besoin d'hommes d'État forts comme

eux [Vladimir Poutine et Donald Trump]. Je les vois comme un avantage pour

l'humanité. »^[62] Le site Alt-right de Steve Bannon, *Breitbart*, ne manquait pas de

saluer ces propos. Entre 2012 et 2016, la propension des électeurs du M5S à voter

pour la droite a progressivement augmenté. Ainsi, selon Delia Baldassari et Paolo

Segatti, lors des sondages de sortie des urnes en mars 2018, le parti préféré des

électeurs du M5S après le leur était celui de Matteo Salvini. [63]

Les attaques répétées de Beppe Grillo à l'égard de la « gauche bien-pensante et

angélique » (*buonista*) concernant la politique d'immigration ou l'antiracisme

n'étaient que l'une des déclinaisons d'un nouveau syncrétisme mêlant

indifféremment la lutte contre les migrants et la lutte contre la corruption et les

mafias (« l'immigré clandestin est utile, écrit-il, à la criminalité »^[64]). Grillo et son

M5S sont devenus les porte-drapeaux de la lutte contre une inexistante invasion

étrangère, censée mettre en péril la sécurité et les salaires des Italiens, chevauchant

sans hésiter le cheval de Troie raciste.

Le « gentisme » dont Grillo s'est fait le héraut depuis les lointaines années 1990 fait

référence à un peuple « ethnique », comme l'a très bien souligné l'un des leaders de

Podemos, Íñigo Errejón[65], et les électeurs du M5S ne s'y sont pas trompés.

Pensons au fait que parmi ceux qui votent pour le M5S, la majorité voit dans

« l'immigration » une « menace pour l'identité culturelle italienne »[66]. Grillo n'a-t-

il pas dit que les Roms étaient une « bombe à retardement », ajoutant : « avant les

frontières de la patrie étaient sacrées, les politiciens les ont profanées » ? La Nation,

l'Italie, la défense de la Patrie et des Italiens contre les migrants, les puissances

occultes ou l'Europe, sont à l'ordre du jour depuis la structuration du mouvement et

cette rhétorique n'a pas changé depuis, tout au plus a-t-elle subi des adaptations

tactiques.

Le gouvernement M5S-Lega de juin 2018 à août 2019 en atteste. Un gouvernement

que le sociologue Domenico de Masi a défini comme le plus à droite de l'histoire de

l'Italie républicaine, que l'analyste Ezio Mauro a qualifié de « droite réalisée », et

que le journaliste Claudio Tito a décrit comme un « laboratoire pratique d'une

nouvelle droite basée sur un nouveau bloc social »[\[67\]](#). Cet exécutif a adopté une

série de mesures, dont le revenu de citoyenneté, aujourd'hui fleuron « social » du

M5S, attaqué de toutes parts, c'est dire où les politiques sociales italiennes en sont

arrivées.

En effet ce revenu est en réalité un *workfare*, mettant au travail les personnes les plus

précaires avec l'interdiction de refuser plus de trois emplois proposés en deux ans.

Le revenu de citoyenneté a en outre été limité aux Italiens et aux immigrés titulaires

d'un permis de séjour de longue durée qui vivent en Italie depuis plus de dix ans,

laissant sur le bord de la route tous ceux qui sont arrivés en Italie après 2012, alors

que le nombre d'immigrés en Italie a augmenté de plus de 43 % par rapport à 2008,

et qui constituent le segment le plus vulnérable, précaire et pauvre de la

population[68].

Le même gouvernement a adopté le « décret sur la sécurité et l'immigration », défini

aujourd'hui comme une erreur par Giuseppe Conte, le nouveau leader du M5S et à

l'époque néanmoins Président du Conseil, l'une des dispositions les plus autoritaires

et réactionnaires de toute l'histoire de l'Italie républicaine, modifiée en 2020. Elle

prévoyait l'abolition du permis de séjour pour raisons humanitaires, le doublement

du nombre de jours de détention dans les centres administratifs prévus à cet effet

(Centre permanent de retour - CPR, l'impossibilité pour les demandeurs d'asile

d'être inscrits dans les registres d'état civil et donc d'accéder au droit de résidence.

En matière de « sécurité », le décret autorisait l'utilisation de tasers dans les

communes de plus de 100 000 habitants et des peines plus lourdes, jusqu'à deux ans

de prison, pour ceux qui promouvaient l'occupation de terrains ou de bâtiments. Le

gouvernement dirigé par Matteo Salvini et Luigi di Maio a fait de la lutte contre les

pauvres et les migrants sa priorité politique. Alors que la violence à caractère raciste

n'a cessé d'augmenter dans toute la péninsule (une augmentation par ailleurs niée à

haut cris par Luigi di Maio), le gouvernement Lega-M5S a choisi de criminaliser la

solidarité et de faciliter la possession légale d'armes à feu, notamment de

kalachnikovs.

Cette expérience gouvernementale a duré 14 mois. En août 2019, Matteo Salvini a

ouvert une crise au sein du gouvernement appelant à des élections immédiates ;

effrayés par cette perspective après la victoire de la Lega aux élections européennes

de mai, le Mouvement 5 étoiles et le Parti démocrate ont établi une nouvelle alliance,

chapeauté par... le même Giuseppe Conte.

Il n'y a par ailleurs pas, sur la précarisation de l'emploi et les restrictions à la

migration, de différences de nature avec les politiques néolibérales portées jusque-là

par le PD et la droite alliée à l'extrême droite, seul le degré change. La mise en place

du gouvernement M5S-PD en septembre 2019 et le soutien du M5S au gouvernement

dirigé par Mario Draghi en février 2021, en pleine crise sanitaire, en est la

confirmation magistrale.

Le sociologue français Éric Fassin a proposé d'interpréter ce qu'il appelle le

« moment populiste » non pas comme une réaction au néolibéralisme, mais comme

un moyen de garantir son succès populaire^[69]. Produit du néolibéralisme, le M5S

l'est aussi par la subjectivité néolibérale intériorisée que sa pratique suppose. Des «

utilisateurs » font valoir leur « capital humain » individuel par une « auto-

communication de masse » numérisée qui semble pouvoir se passer des médiations

traditionnelles, tout en brouillant l'asymétrie des acteurs[70]. Là où le Web et ses

outils ne sont pas considérés comme des moyens pour atteindre une démocratie

directe digitale à construire et penser en fonction des potentialités qu'ouvre

effectivement Internet, mais en tant que forme politique déjà achevée.

Cette techno-utopie s'appuie sur les déterminants économiques et culturels d'un

néolibéralisme intégré par la subjectivité des sujets où l'horizontalité et la

participation revendiquée entrent en contradiction avec la nécessaire extrême

centralisation d'un mouvement composite, sous peine d'implosion, comme les

derniers départs du mouvement et les pertes vertigineuses dans les intentions de

votes pour le M5S semblent le montrer[71].

Le slogan « ni de droite ni de gauche » a fonctionné comme un *mantra* qui a

empêché toute réflexion sérieuse sur un phénomène politique inédit qui a servi de

courroie de transmission au lexique politique de l'ultra-droite. Grillo et son M5S ont

joué sur ce que Wendy Brown appelle « le ressentiment de classe sans conscience de

classe[72] ». Ce ressentiment s'est nourri en retour des modalités d'action et du

discours du M5S, qui a brouillé les mécanismes reproduisant, intensifiant et

dépolitisant les inégalités et donc éloignant d'autant la capacité de réagir.

Grillo et son M5S ont prôné la disparition des instances qui existaient auparavant

pour combattre les formes de haine, d'humiliation et de subordination auxquelles les

opprimés sont confrontés, sans en proposer d'autres. En utilisant une *novlangue*

calquée sur le *npov* (*point de vue neutre*) wikipédien, en vidant les mots de leur

contenu, en en inventant d'autres, en inversant ou en « oblitérant leur sens [...]

empêchant de penser en termes différents » et en minimisant les attaques contre les

subalternes (les coupes austéritaires se limitant dans le langage de Grillo à des

frattaglie, abats/déchets), réduisant à néant toutes possibilités d'élever le niveau de

conscience de classe, seul moyen de les contrer[73]. Le M5S serait, dans cette

perspective, une droite (post)moderne issue de la guerre contre les élites, de la

polémique permanente contre l'État, du refus du politiquement correct[74].

Bien sûr, me rétorquera-t-on, les tentatives de définition du M5S butent

constamment sur la revendication assumée de cette « idéologie de la non-idéologie »,

apte à fournir aux Italiens, selon Giuliano Santoro, à la fois « l'ivresse du

changement et la tranquillité de la conservation^[75] ». Elles s'enlissent d'autant plus

volontiers lorsqu'elles considèrent non les orientations politiques du mouvement,

celles de ses activistes, base et inscrits (qui peuvent diverger avec les premières et

également entre elles, si l'on examine les diverses régions où le M5S est présent),

mais les perceptions qu'en ont ses électeurs, ou disons plutôt celles qu'analysent les

instituts de sondage.

Ainsi, à la sortie des urnes en mars 2018, Demos et LaPolis soulignaient que les

électeurs du M5S se pensaient beaucoup plus proches de la Lega que des autres

organisations. La consultation nationale de 2013, où une proportion majeure de

votants de la Lega de Salvini avait choisi le M5S, l'avait démontré ; une nouveauté

par rapport au début du mouvement. Et Ilvo Diamanti titrait : « Les électeurs des

Cinq étoiles veulent un gouvernement avec La Lega[76] ».

Une recherche menée par Itanes (Italian National Elections Study) révélait à la sortie

des urnes que ceux qui refusaient de se situer sur une ligne droite-gauche avaient

majoritairement soutenu le M5S[77]. Selon les données de l'Institut Cattaneo de mai

2018, 45 % de sa base sociale serait de gauche, 25% de droite et les 30% restant

oscilleraient entre l'un et l'autre[78]. Le sociologue du travail Domenico de Masi,

initialement proche du M5S, insistait même dans une interview de mai 2018 sur le

fait que ce mouvement avait une base sociale identique à celle du Parti communiste

des années 1970. Il relevait que 37% des enseignants, 37% des ouvriers, 38% des

chômeurs et 41% des employés de l'administration publique l'avaient choisi. Selon

l'Institut SWG, 35% de ceux qui avaient voté pour le PCI en 1987 avaient opté pour le

M5S[79].

Un autre sympathisant du M5S, le sociologue Fabrizio Li Vigny, interrogé par

Mediapart, indiquait en outre que c'était une erreur de vouloir le classer à droite, en

soulignant notamment qu'un membre de la Confédération générale du travail (CGIL)

sur trois et deux millions d'anciens électeurs du PD avaient voté pour le M5S en mars

2018[80]. Base sociale et électorat « de gauche » dans un pays où celle-ci s'est

évanouie ?

Mais qu'en est-il des gestionnaires du M5S ? Non seulement le M5S et ses dirigeants

ont agité des signifiants aujourd'hui creux (démocratie directe, liberté...), mais

aussi ce que l'historien Furio Jesi, s'inspirant d'Oswald Spengler, a appelé les « idées

sans paroles » caractéristiques de la culture de droite, ou pour être plus précise, des

« mots spiritualisés », « qui prétendent pouvoir dire réellement et donc dire et à la

fois cacher dans la sphère secrète du symbole » ; des termes censés dissimuler un

« secret » partagé, mais qui n'ont pas besoin d'être expliqués et qui, par leur usage,

deviennent un vecteur d'idées sans paroles et fondent ainsi la solidité présente et

future de la communauté à laquelle ils entendent s'adresser^[81].

La base du M5S se rapproche de ce que Luigi Salvatorelli, libéral antifasciste,

appelait en 1922 le « cinquième état », indiquant une nouvelle catégorie qui « ne

coïncide pas avec le prolétariat socialement et politiquement défini », fourrier d'une

forme inédite de révolte qui cherche des issues[82].

Le M5S pourrait être identifié à un catalyseur chimique. Beppe Grillo s'est porté

garant de la nature biodégradable de son mouvement, indiquant qu'il pourrait être

converti en une simple molécule qui pourrait être utilisée par la nouvelle politique

qu'il aurait contribué à créer en produisant la décomposition de l'ancienne[83].

L'éternel « retour » du fascisme

Ces dernières semaines, il n'est pas rare de voir des références à un discours

prononcé par Umberto Eco à Columbia le 25 avril 1995. Intitulé « Le fascisme

éternel », il avait été tenu au lendemain de l'attentat d'extrême droite qui avait frappé

Oklahoma City, faisant plusieurs centaines de blessés et quelques dizaines de morts.

Réfléchir à nouveau frais à la persistance du fascisme, à ses formes et à ses

évolutions dans le temps semblait, au-delà de la célébration du cinquantième

anniversaire de la libération italienne, être à nouveau une nécessité impérieuse. Le

texte mettait en exergue les risques toujours bien réels que faisait courir au monde la

(re)naissance du fascisme : « Ce serait tellement plus confortable, écrivait Umberto

Eco, s'il apparaissait sur la scène mondiale quelqu'un qui dise : "Je veux rouvrir

Auschwitz, je veux que les chemises noires défilent à nouveau sur les places

italiennes". Mais la vie n'est pas aussi simple. L'Ur fascisme peut toujours revenir

sous l'apparence la plus innocente. Notre devoir est de le démasquer et de pointer du

doigt chacune de ses nouvelles formes – chaque jour, dans chaque partie du

monde[84]. »

Cette même conférence a été republiée quelques mois avant les élections de mars

2018, lorsque la présence menaçante de Matteo Salvini dans les rangs de la coalition

de droite a réactivé les craintes d'un retour du fascisme. Giorgia Meloni et son parti

semblent aujourd'hui refermer le cycle de cette contre-révolution rampante entamée

il y a une trentaine d'années et dans l'accélération politique et culturelle de laquelle

le M5S a joué un rôle important.

Entretemps, l'Italie a été aux premières loges d'une crise sanitaire planétaire,

comptant ses dizaines de milliers de morts ; une Italie exsangue, politiquement

instable, socialement déchirée. L'une des économies les plus fragiles de la zone

euro, frappée au cœur prise dans la tourmente des mesures liées au confinement qui

ont généré une récession mondiale, sans précédent par son ampleur et sa

propagation historiques.

Fasciste ? De nombreux termes sont utilisés pour décrire la droite qui se présente

aujourd'hui aux portes du pouvoir, hypnotisant le débat public, à la recherche de

mots « pour désigner la famille des démagogues dangereux^[85] ». Leur

surabondance même renvoie à la difficulté de déterminer ses nouveaux contours :

fasciste ou post-fasciste, pour souligner la continuité de sa transformation ;

populiste, pour marquer la nouveauté d'un phénomène né dans la seconde partie du

XXe siècle, désignant (ou non) un lien de continuité avec le fascisme de l'entre-deux-

guerres[86].

Il ne fait aucun doute que FdI est ce qui se rapproche le plus de *the real thing*, quoi

qu'ait pu penser la presse internationale après la diffusion d'une vidéo en trois

langues où Giorgia Meloni aurait « abjuré » le fascisme, mais où de fait elle aborde

le problème de l'héritage fasciste en une seule phrase et vise principalement

l'antifascisme, le communisme et la gauche. Et pourtant, ceux qui agitent le danger

du fascisme aujourd'hui ne parviennent pas à se faire entendre par la majorité des

Italiens, parce qu'il a trop souvent été utilisé pour pousser la population à voter pour

le « moindre mal », même en se bouchant le nez, selon la formule utilisée par

Matteo Renzi pendant la campagne électorale de 2018.

Mais également parce que la destruction du passé, c'est-à-dire des liens qui unissent

les contemporains aux générations précédentes a été ici, plus qu'ailleurs, mise en

avant avec une diligence particulière au cours des trente dernières années. De graves

erreurs ont été commises aussi par certains antifascistes, ceux qui pensaient

qu'agiter constamment le « danger du fascisme » suffisait pour éloigner presque

mécaniquement l'électorat de ceux qui étaient identifiés comme tel (celui de Bossi,

Salvini, Berlusconi, Grillo lui-même, etc.).

Mais le mot n'a pas vraiment aidé à penser la chose et a finalement permis de faire

l'économie de l'analyse d'une conjoncture inédite. Il est devenu une abstraction

incapable de rendre compte de phénomènes concrets. Ceux qui ont agité le fascisme

comme injonction à agir n'en ont souvent pas saisi les dimensions nouvelles et la

nécessité de le combattre en tant que tel.

Un pays qui a récemment vu un journaliste du quotidien *La Stampa* menacé à cause

d'un reportage consacré à la nostalgie du fascisme. Un pays où, le 9 octobre 2021, le

siège national du plus grand syndicat italien a été attaqué et dévasté par des groupes

dits « No Vax ». Un pays où un quotidien comme *Il Giornale* a pu distribuer *Mein*

Kampf dans la traduction italienne de 1938 comme cadeau à ses lecteurs^[87] ». Un

pays qui, pendant des décennies, a criminalisé l'antifascisme, cet éternel « fauteur de

trouble » d'un ordre politique et social répressif, montré du doigt comme le seul «

véritable danger pour la démocratie italienne ».

Ernesto Galli della Loggia, éditorialiste du quotidien *Corriere della Sera*, qui

commence souvent ses éditoriaux par « ceux qui ont lu quelques livres », censé lui

donner une légitimité incontestable, résume cette position politique en une phrase :

« Si le fascisme est violence, illégalité et suppression de la liberté, son antithèse n'est

pas l'antifascisme, mais la démocratie^[88] ».

Et pourtant, « là où les digues de l'antifascisme ont cédé, la haine raciale se

répand ». [\[89\]](#) Comme le 3 février 2018 à Macerata (Marche), alors Luca Traini,

ancien candidat malheureux de la Lega et ancien membre du service d'ordre de son

leader, tirait sur six personnes originaires d'Afrique subsaharienne ; lorsque, deux

heures plus tard, la police l'arrête, Luca Traini est enveloppé dans le drapeau italien

et crie « Vive l'Italie ! » en faisant le salut fasciste. Après cet attentat, tout le monde,

de FdI au PD, a accusé les migrants d'être responsables de cette violence.

« L'Italie est un pays circulaire », écrivait Pier Paolo Pasolini dans ses écrits

corsaires, « à l'image du *Guépard* de Lampedusa, dans lequel tout change pour rester

comme avant », car, poursuivait-il, « c'est un pays sans mémoire qui, s'il avait cure

de son histoire, saurait que les régimes sont porteurs de poisons anciens, de

métastases invincibles^[90]. » Ce pays englué dans un complexe de crises

économiques, politiques, sociales, écologiques et morales, qui s'additionnent et se

combinent, semble vivre au moment du retour d'un de ces interrègnes durant

lesquels « surgissent les phénomènes morbides les plus variés » (Gramsci).

D'autant plus qu'il a oublié le sens de l'histoire, des opprimés et de leurs luttes, qu'il

s'enfonce dans une ignorance culturellement produite depuis des décennies et qu'il

semble avoir épuisé toute forme de discernement. L'irrationalité du capitalisme a

fini par miner ses formations traditionnelles ; les principes démocratiques

élémentaires se sont érodés et *la fuite de la liberté* (Erich Fromm) semble s'imposer.

L'éclatement de l'être social est alors masqué par l'appel au « peuple », ou aux

« gens » c'est selon, contre les « puissants », tendant à neutraliser la capacité à

prendre conscience de soi, des autres et des multiples dimensions collectives de

notre humanité, et à rejeter les phénomènes de contestation dans un univers pré-

politique à la manière de ce que Gramsci a défini comme l'apolitisme, qui s'exprime

par des « phrases de rébellion [ribellismo], de subversivisme [sovversivismo], d'anti-

étatisme primitif et élémentaire[91] ». Un peu comme le « fascisme tardif » pointé

par le philosophe Alberto Toscano[92].

Quel que soit le résultat des prochaines élections, un changement d'époque est en

cours. Italie, année zéro...

Stéfanie Prezioso

Partager : copier le lien [🔗](#) sur Twitter [🐦](#) sur Facebook [f](#) sur LinkedIn [in](#) par Mail [✉](#)

RAYONNAGES

International

Italie

Politique

Partis politiques

MOTS-CLÉS

[Nationalisme](#) [Néolibéralisme](#) [Populisme](#)

à lire aussi dans l'édition du lundi 19 septembre 2022

Opinion

Les inégalités sociales de santé ont-elles été oubliées durant la crise du Covid ?

Par Luc Ginot et Isabelle Grémy

En Île-de-France, les inégalités sociales n'ont pas été un « point aveugle » de l'action publique durant la pandémie de Covid-19. Cette crise a révélé combien face aux inégalités de santé, deux... [lire plus](#)

Critique

Les morts vivants d'Arthur Jafa – sur l'exposition « Live Evil » à la Fondation Luma

Par Elvan Zabunyan

D'abord directeur de la photographie formé au contact des cinéastes révolutionnaires de Los Angeles des années 80 et nourri du jazz et des voix du gospel, Arthur Jafa a surgi sur la scène internationale de l'art... [lire plus](#)

AOC

Pour rester informé•e
inscrivez-vous à la newsletter

adresse mail

ENVOYER